



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1995/31/Add.4 */
18 janvier 1995

FRANCAIS
Original : Anglais/Français

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante et unième session
Point 10 de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DES DROITS DE L'HOMME DE TOUTES LES PERSONNES SOUMISES
A UNE FORME QUELCONQUE DE DETENTION OU D'EMPRISONNEMENT

Groupe de travail sur la détention arbitraire

Visite au Viet Nam

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
Introduction	1 - 4	2
I. LE CONTEXTE DE LA VISITE	5 - 11	2
II. STATUT JURIDIQUE DE LA PERSONNE PRIVEE DE LIBERTE	12 - 38	4
A. Les règles de droit applicables	12 - 37	4
B. Mise en oeuvre des règles applicables	38 - 39	12
III. QUEL AVENIR POUR LE STATUT DE LA DETENTION ?	40 - 62	13
A. Les améliorations telles que présentées par le gouvernement	40 - 42	13
B. Les améliorations à apporter	43 - 62	14
IV. CONCLUSIONS	63 - 71	20
V. RECOMMANDATIONS	72 - 83	21
Annexe : Liste des lieux de détention		24

*/ Nouveau tirage pour raisons techniques.
GE.95-10246 (F)

Introduction

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été invité à visiter le Viet Nam par lettre en date du 8 décembre 1993, adressée par le Vice-Ministre vietnamien des affaires étrangères, M. Le Mai, au Président/Rapporteur du Groupe de travail. La visite devait avoir lieu au cours du mois d'avril 1994, mais suite à un certain nombre de points de désaccord concernant les modalités de la visite, cette dernière a dû être différée. Une solution ayant été trouvée dans les négociations qui se sont déroulées entre les autorités vietnamiennes et le Groupe de travail, la visite a finalement eu lieu entre le 24 et le 31 octobre 1994.

2. Le Groupe de travail, représenté par son Président/Rapporteur M. L. Joinet et par deux de ses membres, M. L. Kama et M. K. Sibál, a séjourné dans la capitale Hanoï et dans sa région du 24 au 26 octobre, à Da Nang le 27 octobre et à Hô Chi Minh-Ville du 29 au 31 octobre. A Hanoï, la délégation a été reçue par le Ministre de la justice, M. Nguyen Dinh Loc, le Vice-Ministre de l'intérieur, M. Le Minh Huong, le Vice-Ministre des Affaires étrangères, M. Le Mai, le Président de la Cour suprême, M. Pham Hang, et le Vice-Président du Parquet populaire suprême. A Da Nang et à Hô Chi Minh-Ville, le Groupe de travail s'est entretenu, au cours d'une réunion conjointe, avec des représentants du parquet de district et de la police de district, ainsi qu'avec des juges du tribunal de district.

3. Le Groupe de travail a également visité trois centres de détention, décrits comme camps de rééducation et de réhabilitation par le travail; à savoir, le camp A.5 dans la province de Thanh Hoa; le camp A.20 à Xuan Phuoc, dans la province de Phu Yen, et le camp Z.30 à Ham Tan, province de Binh Thuan. Dans ces trois camps les membres du Groupe ont été reçus par leurs directeurs respectifs, et ont pu s'entretenir avec des détenus, soit en privé (dans quelques cas), soit en présence d'un ou plusieurs représentants des autorités.

4. Dans leurs entretiens officiels à Hanoï et à Hô Chi Minh-Ville, ainsi que pendant la visite au camp A.5 à Thanh Hoa, les membres du Groupe ont été accompagnés par le directeur du Département des Organisations internationales au Ministère des affaires étrangères. Les membres du Groupe souhaitent le remercier, ainsi que les représentants du Ministère de l'intérieur et du Ministère des affaires étrangères qui les ont accompagnés pendant les visites à Da Nang, Hô Chi Minh-Ville et les camps de détentions visités, et les représentants des polices provinciales concernées qui ont facilité les déplacements des membres de la délégation.

I. LE CONTEXTE DE LA VISITE

5. Tant du point de vue des autorités vietnamiennes que de celui du Groupe de travail lui-même, la visite s'est déroulée dans un contexte qui doit être apprécié à la lumière des commentaires décrits dans les paragraphes qui suivent.

6. La Commission des droits de l'homme aura noté qu'il s'agissait d'une "première", aussi bien pour le Groupe de travail qui n'avait pas encore effectué de visite in situ, que pour les autorités vietnamiennes qui,

fait sans précédent, adressaient une invitation à une instance des Nations Unies ayant un mandat relatif aux droits de l'homme.

7. C'est dans ce contexte que le Groupe de travail a été amené non seulement à remplir son mandat en s'informant sur la situation juridique des personnes privées de liberté, mais aussi à tirer les enseignements de cette première expérience pour compléter ses méthodes de travail jusque-là définies pour le seul traitement des communications donnant lieu à des décisions ou délibérations.

8. En prenant l'initiative de cette invitation, les autorités vietnamiennes avaient préalablement informé le Groupe de certaines contraintes liées, par exemple, au choix des interprètes, ou encore à la réglementation nationale applicable à la visite des détenus qui limite ou exclut la possibilité d'avoir des entretiens avec les prisonniers hors la présence d'un représentant de l'administration.

9. Conscient de ce qu'une part importante de ces questions de procédure ne se posait qu'en raison de l'absence de précédent, le Groupe de travail a finalement accepté le cadre général de l'invitation du Gouvernement vietnamien. Il fut convenu que le Groupe ne considérerait pas comme un préalable la levée de certaines contraintes dès lors qu'elles feraient l'objet, de part et d'autre, d'un examen in situ permettant, au cas par cas, de trouver des solutions respectant le cadre général tant du mandat du Groupe de travail que du contexte vietnamien de l'invitation.

10. Certaines de ces contraintes purent effectivement être levées dès le début de la mission, par exemple en ce qui concernait le choix des interprètes, ou réduites au fur et à mesure du déroulement de la visite, par exemple en ce qui concernait les conditions dans lesquelles la mission devait procéder à l'audition des prisonniers dans les camps de rééducation ou de réhabilitation par le travail. Même si la mission a regretté et continue de regretter que ce ne fût pas toujours le cas, plusieurs détenus librement choisis par le Groupe in situ ont pu être entendus en toute confidentialité et notamment sans témoins.

11. D'autres contraintes n'ont pu, en l'état, être levées. Le Groupe n'a pas eu la possibilité, par exemple, de visiter des centres de détention préventive. Il n'a pas pu, par ailleurs, obtenir communication des données statistiques concernant les détenus. Il le regrette d'autant plus qu'une réponse positive l'aurait sans doute amené à tirer une conclusion favorable au gouvernement. En effet, le Groupe a eu le sentiment - mais n'a pas été à même de le vérifier - que le nombre des prisonniers politiques au Viet Nam était probablement inférieur à celui dont font état certaines sources, ou en toute hypothèse, sensiblement moins élevé que celui avancé il y a encore quelques années. Le Groupe a relevé, en ce sens, que depuis sa création, il a certes été saisi de cas d'arrestations individuelles ou de groupe de personnes, mais non de cas survenus à l'occasion de vagues d'arrestations massives comparables à celles survenues dans le passé. Le Groupe de travail tient néanmoins à souligner qu'outre l'accueil, l'organisation des déplacements s'est effectuée dans un esprit de coopération efficace, notamment de la part des services de

police qui, tout au long d'un parcours difficile, ont ouvert la route au Groupe de travail avec diligence et courtoisie, de jour comme de nuit, sans jamais interférer avec la mission.

II. STATUT JURIDIQUE DE LA PERSONNE PRIVEE DE LIBERTE

A. Les règles de droit applicables

Les règles de procédures

a) Phase de l'arrestation et de la détention préventive

12. L'arrestation peut intervenir dans deux séries de situation.

La première est celle prévue à l'article 63 du Code de procédure pénale et qui a trait à l'arrestation de personnes opérée dans des situations d'urgence, c'est-à-dire, aux termes de cet article :

a) Lorsqu'il existe des raisons de croire qu'une personne s'apprête à commettre une grave infraction à la loi pénale.

b) Dans le cas où la victime ou toute autre personne présente sur les lieux de l'infraction a été le témoin oculaire de ladite infraction et a reconnu la personne qui l'a commise et où l'arrestation est nécessaire pour empêcher la fuite de celle-ci.

c) Dans le cas où les preuves d'une infraction ont été découvertes sur la personne ou au domicile du suspect et où l'arrestation est nécessaire pour prévenir la fuite de ce dernier ou la destruction des preuves.

La seconde a trait au flagrant délit et aux personnes recherchées. Elle figure à l'article 64 du Code de procédure pénale qui donne dans ces cas, à toute personne, le droit d'arrêter les individus en cause et de les conduire au commissariat de police le plus proche, chez le procureur (procuratorate) ou au comité du peuple.

13. Les services chargés de l'enquête, s'agissant des personnes arrêtées dans les cas d'urgence ou en flagrant délit, doivent aussitôt après qu'ils les auront reçues, recueillir leurs déclarations et doivent dans le délai de 24 heures, soit délivrer un mandat de détention, soit les libérer (art. 65, par. 1). En ce qui concerne les personnes recherchées, les services chargés de l'enquête doivent après avoir recueilli leurs déclarations, informer aussitôt l'autorité qui avait émis l'avis de recherche et conduire lesdites personnes au centre de détention le plus proche (art. 65, par. 2). Une garantie pour les personnes qui ont fait l'objet d'un mandat d'arrêt est prévue à l'article 67. Elle réside dans l'obligation pour l'officiel qui a délivré le mandat, d'informer, sans délai, la famille de la personne arrêtée, ainsi que le comité de village, ville, etc., où cette personne a son domicile ou son travail.

i) Garde à vue

14. L'article 68 prévoit la possibilité de mettre en garde à vue la personne arrêtée dans les cas d'urgence ou qui a été prise sur le fait tel que stipulé

aux articles 63 et 64. Dans les 24 heures, l'ordre de mise en garde à vue doit être soumis à l'appréciation du procureur du niveau correspondant. Si celui-ci estime que la mesure n'est pas nécessaire, il doit l'annuler et ordonner que la personne qui en a été l'objet soit libérée sans délai. Il est à préciser qu'aux termes de l'alinéa 2 de l'article 68 la décision de mise en garde à vue doit indiquer clairement les motifs pour lesquels cette mesure a été prise et la date de ladite mesure. Copie de la décision doit être remise à la personne intéressée.

15. La période de garde à vue ne saurait, selon l'article 69, paragraphe 1, dépasser trois jours renouvelables une seule fois dans le cas où l'enquête le nécessiterait. Dans les cas exceptionnels, ce délai maximum, de six jours au total, peut connaître une nouvelle prolongation qui ne pourrait toutefois excéder trois jours. En tout état de cause, aucune prolongation ne peut intervenir sans l'approbation du procureur du niveau correspondant. A l'expiration du délai de garde à vue et si l'enquête n'a pas permis de dégager des motifs suffisants pour que des poursuites puissent être engagées contre elle, la personne concernée doit être immédiatement libérée. La période de garde à vue est incluse dans la détention.

ii) Détention préventive

16. Elle peut être, aux termes de l'article 70 du Code de procédure pénale, imposée aux personnes qui ont commis un crime grave ou un délit punissable d'une peine égale ou supérieure à un an d'après le Code pénal et lorsqu'il existe de sérieux risques que la personne peut prendre la fuite ou faire obstacle à l'enquête ou commettre un autre crime. La détention préventive a lieu dans des centres uniquement destinés à cet effet. Chaque province en a au moins un.

17. Ne peuvent, sauf circonstances exceptionnelles, faire l'objet d'une détention préventive, les personnes âgées faibles, les personnes gravement malades, les femmes enceintes ou allaitant un nourrisson au-dessous de l'âge d'un an. Ces personnes peuvent cependant être sujettes, à la place, à d'autres mesures correctives comme l'assignation à résidence ou la caution (art. 76). Les personnes qui possèdent du fait de l'article 62 du Code de procédure pénale, le droit de délivrer un mandat d'arrêt (Procureur général du peuple et son adjoint, procureurs militaires à tous les niveaux, le président et le vice-président des tribunaux du peuple à tous les niveaux, le commissaire de police de district et son adjoint, etc.) sont les seules habilitées à émettre un mandat de détention. Mais ce mandat doit, avant son exécution, être approuvé par le parquet du niveau correspondant, s'il a été délivré par un commissaire de police ou son adjoint, par le chef ou son adjoint de service chargé de l'enquête, à tous les niveaux, dans les forces armées du peuple. Comme le mandat d'arrêt, le mandat de dépôt doit être notifié à la famille du détenu. Toutefois, la famille ne dispose pas d'un droit de visite s'agissant des prévenus, la raison donnée étant que cela pourrait gêner l'enquête.

b) Phase de l'enquête

18. L'enquête fait l'objet de l'article 92 du Code de procédure pénale, selon lequel le pouvoir de procéder à des enquêtes est conféré :

- i) Aux services chargés de l'enquête au sein des corps de police des forces de sécurité;
- ii) Aux services de même nature au sein des forces armées s'agissant des délits de la compétence des juridictions militaires;
- iii) Aux parquets populaires.

Par ailleurs le Procureur général du parquet populaire suprême peut, dans certaines circonstances, assigner aux parquets une mission d'enquête. Durant l'enquête, les services compétents peuvent recueillir les indices matériels, procéder à l'audition des témoins ou de la victime, et à l'interrogatoire du prévenu ou de l'accusé. Ils peuvent également procéder à des perquisitions avec obligation (art. 117) de lire, au début de l'opération, le contenu du mandat de perquisition à la personne concernée, qui devra être aussi informée de ses droits et obligations. Au cours de ces perquisitions les enquêteurs sont habilités à saisir tous objets qui ont pu servir à commettre l'infraction ou qui ont été le produit. Pour la saisie des correspondances, télégrammes, etc., l'article 119 impose aux enquêteurs non seulement d'établir un mandat pour ce faire mais ce mandat doit être approuvé par le parquet correspondant. En cas d'urgence cependant la saisie de ces documents peut être faite sans que soient respectées ces formalités, mais les raisons qui motivent l'urgence devront dans ce cas être clairement indiquées dans le procès-verbal de saisie et le parquet devra être informé de la saisie dès la fin des opérations. Tous les objets saisis devront être conservés intacts et leur destruction ou leur détournement est puni des peines prévues à l'article 244 du Code pénal. Les perquisitions et saisies devront faire l'objet d'un procès-verbal qui devra indiquer clairement le lieu, la date et l'heure de la fin de l'opération, les officiels qui l'ont conduite, les personnes présentes, etc. Le procès-verbal devra enfin être signé par toutes les personnes intéressées, qui peuvent l'amender. Les enquêteurs peuvent également recourir aux services d'un ou plusieurs experts lorsque des problèmes d'ordre technique dépassant leur compétence se posent.

19. L'article 141 du Code de procédure pénale donne au parquet un pouvoir de surveillance sur l'enquête, d'une part, et d'autre part, un pouvoir de décision quant aux poursuites, suite à l'enquête. En vertu de son pouvoir de surveillance, il doit veiller à ce que les enquêtes soient menées conformément à la loi, démasquer toutes pratiques illégales et apporter les correctifs nécessaires; il doit aussi garantir qu'aucun innocent ne sera poursuivi et qu'aucune personne ne sera illégalement arrêtée, gardée à vue, détenue, privée de ses droits ou atteinte dans sa dignité ou dans son honneur. Il peut remplacer l'enquêteur qui ne lui donne pas satisfaction et confier l'enquête à un autre ou y procéder par lui-même. Il peut aussi ordonner un complément d'enquête. Son pouvoir de décision sur la suite à réserver à l'enquête lui permet, dans un délai de 30 jours après réception du dossier, soit de traduire devant la juridiction de jugement le prévenu ou l'accusé, soit d'ordonner un complément d'enquête, soit de classer définitivement ou temporairement le cas. S'il désire poursuivre le prévenu ou l'accusé devant la juridiction de jugement, le parquet devra nécessairement établir un acte d'accusation indiquant clairement la date, l'heure et le lieu de l'infraction, les moyens utilisés pour la commettre, le mobile et les conséquences de ladite infraction, les preuves rassemblées contre son auteur, la personnalité de

celui-ci, les circonstances aggravantes ou atténuantes. L'acte d'accusation devra également mentionner le nom de la personne qui l'a délivré, la date de délivrance, ainsi que les textes du Code pénal qui prévoient et punissent l'infraction.

c) Phase du jugement et des voies de recours

20. Au Viet Nam et aux termes de l'article 145 du Code de procédure pénale, les tribunaux de district ont compétence en première instance pour toutes les infractions punies d'une peine d'emprisonnement de sept ans au maximum à l'exception de certaines infractions et notamment des atteintes particulièrement dangereuses à la sécurité nationale. Les tribunaux provinciaux ont compétence pour toutes les infractions qui ne sont pas de la compétence des tribunaux de district. Ils peuvent même, s'ils le veulent, connaître l'affaire de la compétence de ces derniers. La juridiction criminelle de la Cour suprême a compétence en premier et dernier ressort sur les affaires particulièrement graves et compliquées.

21. A compter du jour où il a reçu le dossier de la procédure transmis par le parquet avec l'acte d'accusation, le juge a un délai de 45 jours pour les infractions les moins graves et trois mois pour celles plus sérieuses, pour étudier le cas et soit décider de juger l'affaire, soit d'ordonner un complément d'information, soit de classer temporairement ou définitivement le cas. Lorsque le cas est compliqué, le président de la juridiction peut augmenter ce délai de 45 jours d'un nouveau délai qui ne saurait excéder 30 jours. Dans les cas où la décision prise a été celle de juger l'affaire, le tribunal doit le faire dans les 15 jours. Et cette décision devra être notifiée au prévenu ou à l'accusé, à son conseil et à celui de la défense, dans un délai de 10 jours avant l'ouverture du procès. Elle devra mentionner le nom, la date et le lieu de naissance, la profession et le domicile de l'accusé, l'infraction qui lui est reprochée ainsi que les textes du Code pénal qui la prévoient et la punissent, la date, l'heure et le lieu du procès, les noms du juge, des assesseurs du peuple et du greffier, le nom du représentant du Ministère public au procès, les noms de l'avocat et de l'interprète éventuellement, les noms de toutes les personnes convoquées pour être entendues par le tribunal ainsi que les preuves matérielles soumises à l'appréciation du tribunal.

i) Composition de la juridiction de jugement

22. La juridiction de jugement a une composition collégiale. Généralement, elle siège avec un juge et deux assesseurs du peuple. Cependant dans les affaires graves et compliquées, il peut y avoir de deux à trois juges et des assesseurs. Dans le cas où l'accusé encourt la peine de mort, les juges seront au nombre de trois, assistés de trois assesseurs (art. 160).

ii) Débats

23. Devant le tribunal, les débats sont publics, sauf huis clos motivé, et sont oraux. Ils sont conduits par le juge qui préside et qui a la police de l'audience. Le tribunal, au cours de ces débats, doit poser des questions et recueillir les déclarations, sur les faits, du prévenu de la partie civile ou de son conseil, des témoins, des experts, etc. Il doit examiner les preuves

matérielles apportées pour l'accusation. Un jugement ne peut d'ailleurs être rendu que sur la base de preuves matérielles examinées à l'audience (art. 159, par. 1). L'audience doit par ailleurs se dérouler en présence du prévenu, de son conseil éventuellement, sauf dans le cas où il est en fuite, ou à l'extérieur du territoire national et qu'il n'est pas possible de le toucher ou lorsque son absence n'est pas de nature à nuire aux débats.

iii) Enoncé de la décision

24. Le droit de se prononcer sur l'affaire appartient exclusivement aux juges et aux assesseurs, qui devront se prononcer sur chaque question prise séparément à la majorité. Un membre mis en minorité a le droit de demander que son opinion divergente figure dans le dossier. Le Groupe de travail n'est toutefois pas en mesure d'apprécier s'il est fait usage fréquemment de cette faculté. Le tribunal peut entrer en voie de condamnation. Mais il peut aussi prendre une décision de relâche ou d'acquittement. Il devra ordonner la mise en liberté immédiate du prévenu, à moins que celui-ci ne soit détenu pour une autre cause, lorsqu'il n'est pas coupable, lorsqu'il a été condamné à une peine autre que l'emprisonnement, lorsque sa peine a été couverte par le détention préventive ou lorsqu'il n'est pas accessible à une sanction ou qu'il bénéficie d'une cause d'irresponsabilité pénale. Le président doit lire à haute voix la sentence. Il devra ensuite donner des explications sur l'exécution de la décision et avertir le prévenu et les autres parties intéressées de leur droit de faire appel.

iv) Voies de recours

a) Appel

25. Dans le délai de 15 jours à compter du prononcé de la sentence, le tribunal doit délivrer copie du jugement au prévenu ou à l'accusé, au parquet, au conseil de la défense. Lorsque le prévenu a été jugé par défaut, une copie du jugement doit dans le même délai lui être notifiée. La victime, la partie civile et son conseil ont le droit de demander au tribunal des extraits de la décision ou une copie de celle-ci. Aux termes de l'article 204 du Code de procédure pénale, l'appel est défini comme étant la procédure par laquelle une juridiction supérieure peut réexaminer une décision prise en première instance qui n'a pas encore acquis l'autorité de la chose jugée et qui a fait l'objet d'un appel. L'appelant doit déposer une requête à cet effet devant la juridiction qui a statué en première instance ou devant la Cour d'appel. L'appel peut être également fait par déclaration orale auprès de la juridiction qui a traité de l'affaire en première instance. Dans ce cas il devra être recueilli sur procès-verbal. Le délai d'appel est de 15 jours à compter du prononcé de la décision. En cas de jugement par défaut, le délai court pour le prévenu ou l'accusé à compter de la notification de la décision à sa personne ou par affichage à son domicile, à son lieu de travail ou à son comité de quartier, de village ou de ville. L'appel est suspensif.

26. En ce qui concerne le parquet, le Code de procédure pénale vietnamien ne parle pas d'appel mais plutôt de "protest". Il s'agit en l'espèce de la possibilité donnée au Ministère public de contester la décision rendue en première instance par le biais de cette procédure. Et selon l'article 207, paragraphe 2, le parquet devra le faire par écrit, indiquant clairement les

raisons pour lesquelles il n'est pas d'accord avec la décision entreprise. Ce "protest" peut être fait par le parquet du niveau correspondant à celui de la juridiction qui a rendu la décision ou par le parquet d'un niveau plus élevé. Dans le premier cas, le délai est de 15 jours à compter du prononcé du jugement. Dans le second, il est porté à 30 jours.

27. Pour en revenir à l'appel, il est à préciser que l'article 215 donne compétence aux tribunaux de province et au tribunal d'appel de la Cour suprême pour juger en appel. On ne trouve pas dans le Code l'équivalent d'un pourvoi en cassation. On s'explique dès lors que, comme l'a indiqué le Président de la Cour suprême, celle-ci, qui est uniquement juge d'appel (contre les décisions des tribunaux provinciaux) peut revenir sur les faits, la qualification et la culpabilité. Le délai imparti à la juridiction d'appel pour statuer sur l'appel est de 60 jours pour les tribunaux provinciaux et de 90 jours pour la Cour suprême statuant en appel. Les débats devant la Cour d'appel sont conduits selon la même procédure qu'en première instance, avec le parquet et les parties intéressées assistées éventuellement de leur conseil. D'office ou à la demande de la juridiction d'appel le parquet peut produire de nouvelles preuves qui devront être obligatoirement examinées et appréciées avec les anciennes preuves par celle-ci. La Cour d'appel peut soit rejeter l'appel ou le "protest" et confirmer la décision attaquée, soit modifier ladite décision, soit encore rejeter la décision en ordonnant que l'affaire fasse l'objet d'une nouvelle enquête ou qu'elle soit à nouveau jugée en première instance, soit enfin renvoyer le cas devant la juridiction saisie antérieurement, en précisant que sa composition doit être différente.

b) Révision

28. Une procédure de révision est prévue à l'encontre des jugements ou décisions ayant acquis l'autorité de la chose jugée mais qui ont été rendus en violation de la loi. C'est le cas lorsque l'examen des faits et l'interrogatoire ont été menés de manière partielle ou insuffisante, lorsqu'il y a contrariété entre le dispositif de la décision et les faits tels qu'ils résultent objectivement de la procédure, lorsque de graves violations de la procédure criminelle sont apparues au cours de l'enquête ou des poursuites, ou lorsqu'il y a eu de graves erreurs commises dans l'application du Code pénal. Le pouvoir de demander la révision appartient au Président de la Cour suprême et au Procureur général près ladite Cour contre les décisions rendues par les juridictions, quel que soit leur niveau. Il appartient aussi au Vice-Président de la Cour suprême et au Procureur général adjoint, en ce qui concerne les décisions rendues par les tribunaux inférieurs. Le Président d'un tribunal de province ainsi que le Procureur général près ledit tribunal ont les mêmes pouvoirs, s'agissant des décisions rendues par les tribunaux de district. Au niveau des tribunaux de province, c'est un comité judiciaire qui examine le pourvoi en révision alors qu'au niveau de la Cour suprême, c'est la chambre criminelle. L'exercice de son pouvoir de révision permet à la juridiction saisie soit de rejeter le pourvoi en révision et confirmer en conséquence la décision ayant acquis l'autorité de la chose jugée; soit d'annuler la décision entreprise et classer le cas; soit de l'annuler et ordonner une nouvelle enquête ou un nouveau procès; soit de modifier la décision.

c) Juridictions d'exception

29. Les seules juridictions d'exception existant au Viet Nam, si on peut les considérer comme telles, sont les juridictions militaires. Au niveau des districts, ce sont des tribunaux militaires régionaux. Au niveau des provinces, ce sont des tribunaux de zone et au sommet il y a la Haute Cour militaire. Ces juridictions sont compétentes pour toutes les infractions qui leur sont dévolues par la loi; et, à priori, le code ne semble pas faire de distinction entre les infractions commises par le militaire dans l'exercice de ses fonctions et celles commises en dehors desdites fonctions.

30. Les personnes poursuivies pour atteinte à la sécurité de l'Etat sont jugées par les mêmes juridictions que le "droit commun", sauf que ce sont les tribunaux provinciaux qui sont compétents en première instance.

d) Phase de l'exécution de la peine

31. S'agissant de la peine de mort, l'article 228 du Code de procédure pénale prévoit que dès que la décision emportant cette peine aura acquis l'autorité de la chose jugée, le dossier de la procédure devra être automatiquement soumis au Président de la Cour suprême et une copie de la décision au Procureur général du Parquet de la Cour suprême. Dans un délai de deux mois à compter de la réception par eux du dossier, le Président de la Cour suprême et le Procureur général doivent décider s'il y a lieu de déposer un "protest" contre cette décision suivant la procédure de révision. Le condamné a de son côté un délai de sept jours à compter du moment où la décision a acquis l'autorité de la chose jugée pour s'adresser au Conseil d'Etat en vue de se voir accorder une amnistie. Le tribunal peut aussi prononcer des peines de prison à vie ou à temps qui devront être purgées dans des camps de rééducation par le travail. Mais il peut aussi décider que la peine de prison prononcée sera exécutée en dehors de la prison, dans les conditions qu'il fixera, ou que la réforme par le travail aura lieu sans détention.

32. Dans ces cas, la personne condamnée sera confiée aux institutions du pouvoir d'Etat du village, de la ville, etc. où elle a son domicile ou son travail, qui prendront en charge son éducation. Le tribunal peut décider également d'une mesure d'interdiction de séjour dans certaines localités du pays. Il faut ajouter la possibilité pour le condamné de se voir accorder des réductions ou des remises totales ou partielles de la peine.

33. L'on signalera que le chapitre XXII du Code de procédure pénale (art. 271-280) est consacré à l'enfance délinquante. C'est ainsi que dans le cas d'une infraction commise par un mineur, toutes les personnes intervenant dans l'enquête, les poursuites et le jugement doivent avoir nécessairement des connaissances en matière de psychologie, de sciences de l'éducation et de prévention de la délinquance chez les mineurs, car il importe de cerner le caractère et la situation familiale, sociale et scolaire de l'enfant ou de l'adolescent délinquant. La volonté de protéger le mineur fait que le législateur a donné aux personnes mentionnées plus haut la possibilité de remettre celui-ci à ses parents avec obligation pour ceux-ci de veiller sur l'enfant, sur sa personnalité et sur son éducation. Ils devront aussi s'engager à le représenter à toute convocation de police pour l'enquête ou de justice. Dans le même esprit, la présence d'un avocat aux côtés du mineur

délinquant est obligatoire. Il doit être demandé au Barreau d'en désigner un d'office si le mineur ou sa famille n'ont pas les moyens d'en avoir un. Les représentants légaux du mineur peuvent également l'assister, aussi bien dans la phase de l'enquête qu'à l'audience de la juridiction de jugement. Le même droit est reconnu aux représentants de son école, de l'Union de la jeunesse Hô Chi Minh et des autres organisations sociales de la localité où le mineur a son domicile ou son travail. La détention préventive devrait être très exceptionnelle pour le mineur délinquant. Elle interviendra le plus souvent, soit parce que le mineur a commis un crime grave, soit parce qu'on veut l'empêcher de fuguer. Et dans ce cas, comme en cas de condamnation, il devra être détenu dans un endroit séparé des adultes. Il y a lieu de préciser enfin que la majorité pénale au Viet Nam est de 18 ans.

e) Les règles de fond (légalité des délits et des peines)

34. L'originalité du Code de procédure pénale est qu'il s'ouvre sur un chapitre premier consacré à tout un catalogue de principes fondamentaux. Ce chapitre qui comprend 26 articles proclame notamment l'égalité des citoyens devant la loi, le droit pour chaque citoyen à la sécurité de sa personne, la protection de la vie, de la santé, de la propriété, de l'honneur et de la dignité du citoyen, la présomption d'innocence, le droit à la défense et l'obligation pour les services d'investigation, les tribunaux et les parquets d'assurer la défense à l'inculpé et à l'accusé, l'impartialité dont doivent faire preuve toutes les personnes conduisant les procédures criminelles ou y participant, l'indépendance des juges et des assesseurs qui n'ont de compte à rendre qu'à la loi, le caractère public des audiences.

35. Le Code pénal, dans son article 2, dispose que seules les personnes ayant commis un délit ou un crime défini par une loi pénale peuvent être sujettes à une poursuite criminelle. Le Code pénal, comme tous les codes pénaux du monde, expose les différents crimes et délits et les peines qui les répriment. Y sont traités notamment les atteintes à la propriété privée, à l'intégrité physique, les délits économiques, etc. Cependant force est de constater la grande place qu'occupent dans ce code les infractions dirigées contre l'Etat et son organisation, sa sécurité, l'ordre public et la propriété socialiste. Ces infractions font l'objet de tout le chapitre I du Code, intitulé "sécurité nationale" (art. 72-100). C'est ainsi qu'on citera, à titre d'exemple, l'article 72 qui vise la haute trahison et surtout l'article 73 qui traite des "activités visant à renverser le pouvoir du peuple". Cet article a été souvent critiqué parce qu'il ne fait pas de différence, du point de vue du modus operandi, entre ceux qui utilisent la violence pour arriver à leurs fins et ceux qui se placent uniquement dans le cadre d'une action politique, essentiellement pacifique, qui n'est que la manifestation, en définitive, des libertés d'opinion et d'expression, d'association et de réunion. L'on précisera toutefois que du point de vue des pénalités encourues, l'article 73 distingue entre les organisateurs et instigateurs, qui encourrent un emprisonnement de 30 ans, la perpétuité ou la peine de mort, et les simples complices, passibles eux d'une peine de prison entre 5 et 15 ans.

36. Une autre disposition qui peut paraître sujette à caution est que dans nombre de ces infractions contre la sécurité nationale, il est prévu une sorte de circonstance aggravante non définie. Elle vise le cas où l'infraction aurait été commise dans "des circonstances particulièrement graves", sans

autres précisions. A l'inverse, la peine peut être atténuée si l'infraction a été commise dans des "circonstances moins graves", sans autres précisions non plus. Mais le fait est que l'absence de définition de ces circonstances aggravantes ou atténuantes peut être de nature à déboucher sur de l'arbitraire.

37. Par ailleurs, l'interrogatoire d'une détenue du camp de Ham Tam a pu faire croire qu'il existait au Viet Nam la prison pour dette. En effet, celle-ci avait déclaré à la mission qu'elle était en train de purger une peine de 16 ans d'emprisonnement pour avoir emprunté à une banque d'Etat une importante somme d'argent qu'elle n'a pas été en mesure de rembourser. Mais vérification faite, on s'est rendu compte que cette forme d'emprisonnement ne figurait pas au Code pénal. Il n'y a infraction dans ce cas que lorsque l'argent a été obtenu de l'Etat par l'emploi de manoeuvres frauduleuses ou lorsque la personne qui a emprunté n'a pas utilisé l'argent conformément au contrat de prêt.

B. Mise en oeuvre des règles applicables

38. Ici, il s'agira de savoir si les dispositions formelles étudiées plus haut relatives au statut juridique de la personne privée de liberté sont appliquées dans la réalité.

39. S'agissant de la garde à vue dans les cas d'affaires dites d'urgence et de flagrant délit et la nécessité de transmettre le dossier au parquet pour confirmation de l'ordre d'arrestation, les entretiens avec les autorités font apparaître que si le délai de 24 heures pouvait être respecté dans une ville comme Hô Chi Minh-Ville, il l'était rarement en province, compte tenu des difficultés de déplacement. De même, en ce qui concerne le droit à la défense et l'obligation de désigner d'office un défenseur à l'accusé qui encourt les peines les plus graves, des détenus ont déclaré aux experts que non seulement ils n'ont pas été informés de ce droit après leur arrestation ou leur mise en détention, mais que pour certains il ne leur a pas été désigné d'office un avocat alors qu'ils encouraient la peine de mort. S'agissant de la détention préventive, il n'a pas été signalé de violations importantes de sa durée de deux ou quatre mois selon la gravité de l'affaire. Le seul problème est, comme indiqué plus haut, l'interdiction de visites des familles durant cette période. Cette interdiction ne figure pas au Code de procédure pénale. D'après les autorités, c'est l'ordonnance de 1992 sur le régime des prisons qui exclut toute possibilité de visites des familles. Mais dès lors que le motif avancé pour empêcher cette visite, à savoir éviter qu'elle ne soit de nature à nuire à l'enquête, n'existe plus, on devrait pouvoir l'autoriser. Le Président de la Cour suprême a fait part, à ce sujet, de l'intention des autorités vietnamiennes d'amender la loi. En attendant, des initiatives auraient été prises par certains parquets, si l'on en croit le Procureur de Hô Chi Minh-Ville, afin de permettre de telles visites, notamment dans les cas de flagrant délit.

III. QUEL AVENIR POUR LE STATUT DE LA DETENTION ?

A. Les améliorations telles que présentées par le gouvernement

40. Selon le gouvernement, le handicap de décennies de guerre atroce et de reconstruction difficile explique qu'il a été dans l'impossibilité d'adapter la législation interne aux normes du Pacte international relatif aux droits civils et politiques immédiatement dans la période qui a suivi sa ratification.

41. Nombre de ces améliorations s'inscrivent dans le processus d'ouverture amorcé par la nouvelle Constitution du 15 avril 1992, qui consacre expressément certaines libertés fondamentales et démocratiques dans les domaines politique, économique, culturel et social (art. 50), et notamment le droit de libre entreprise (art. 57), le droit de se déplacer et de se fixer n'importe où au Viet Nam, de s'expatrier ou de revenir (art. 68), les libertés de parole, de la presse, de l'information, ainsi que de réunion, d'association et de manifestation pacifique (art. 69), et la liberté religieuse (art. 70).

42. Le gouvernement a en outre présenté les initiatives suivantes :

Le rattachement, en 1960, du Parquet populaire à l'Assemblée nationale et non plus au pouvoir exécutif, réforme qui a été reprise par la Constitution de 1992;

Les progrès réalisés dans le domaine du droit pénal - même s'il subsiste des lacunes - notamment en introduisant la répression des crimes contre la paix, contre l'humanité ainsi que des crimes de guerre et du recrutement de mercenaires;

L'élimination de la pratique de la détention administrative;

La mesure d'amnistie prise en 1992 en faveur d'officiers de l'ancien régime;

La ratification des instruments internationaux suivants relatifs aux droits de l'homme :

- i) Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (date d'adhésion : 24 septembre 1992);
- ii) Pacte international relatif aux droits civils et politiques (date d'adhésion : 24 septembre 1992);
- iii) Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (date d'adhésion : 9 juin 1992);
- iv) Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (date de signature : 29 juillet 1980; date de ratification : 17 février 1992);

- v) Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (date d'adhésion : 9 juin 1991);
- vi) Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid (date d'adhésion : 9 juin 1991);
- vii) Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité (date d'adhésion : 6 mai 1983);
- viii) Convention relative aux droits de l'enfant (date de signature : 26 janvier 1990; date de ratification : 1er mars 1990);

La reconnaissance de la supériorité du traité sur la loi interne.

B. Les améliorations à apporter

1. En ce qui concerne le statut des établissements pénitentiaires

a) Le statut des camps de rééducation et de réhabilitation par le travail

43. Par les limitations et interdicts qu'il comporte, le statut de ces camps demeure marqué par une insuffisante transparence. On citera, à titre d'exemple, la difficulté, voire l'impossibilité, d'obtenir communication des données élémentaires suivantes :

Liste générale des camps, prisons et centres de détention provisoire;

Statistique générale des personnes détenues;

Nombre de personnes détenues dans chaque établissement visité;

Présence ou non de personnes condamnées pour atteinte à la sécurité nationale, et le cas échéant, leur nombre.

En outre, la consultation des registres d'écrou n'a pas été autorisée, le Groupe de travail s'étant vu opposer le "secret-défense", bien qu'il ait finalement proposé de consulter les registres uniquement pour faire le décompte des prisonniers présents, sans prendre connaissance des noms. Dans l'un des camps visités (A-20), le Groupe de travail a par exemple eu le sentiment qu'un écart pouvait exister entre la capacité d'accueil et l'estimation apparente des prisonniers présents. Il n'a toutefois pas été possible de pénétrer à l'intérieur des locaux de détention (qui sont collectifs et ne comportent pas de cellules) lorsque y étaient présents les détenus, au motif que leur accès était interdit à toute personne étrangère au personnel pénitentiaire. Le Groupe n'a donc pu vérifier si des transfèvements avaient eu lieu.

44. Cette absence de transparence est doublement préjudiciable. D'une part, elle peut être source d'erreur dans la mesure où l'on ne peut procéder que par extrapolations, déductions et recoupements (voir, en annexe, la liste - nécessairement approximative - des divers lieux de détention, dressée par le Groupe de travail à partir des données dont dispose le Centre pour les droits de l'homme). D'autre part, elle peut laisser croire que les autorités concernées ont quelque chose à cacher.

45. Les autorités vietnamiennes ayant donné leur accord à la visite du Groupe de travail, il était à espérer que l'esprit de coopération avec lequel le gouvernement avait accueilli le Groupe se serait infiltré jusqu'aux échelons inférieurs de l'administration pénitentiaire, qui étaient au bout du compte responsables de l'organisation concrète des visites. Le Groupe de travail estime que les difficultés rencontrées par la suite durant sa visite ne résultaient pas d'une attitude délibérée de la part des autorités, mais étaient dues à la fois au manque d'expérience et à l'absence de communication effective entre les différents échelons de l'administration. Alors que, dans le camp A-5, l'accès aux détenus a été relativement facile, le Groupe s'est heurté à certaines difficultés dans les camps A-20 et Z-30. Les réticences des autorités locales à admettre la présence, dans le camp A-5, de détenus condamnés pour avoir commis des délits contre l'Etat n'avaient pas lieu d'être, vu que leur existence allait forcément être découverte au moment où se dérouleraient les entretiens. Les autorités ont admis leur présence lors des visites ultérieures du Groupe dans les camps A-20 et Z-30. Le Groupe a constaté que les autorités pénitentiaires omettaient inutilement de fournir des renseignements sur le nombre de personnes détenues dans les prisons et les catégories auxquelles elles appartenaient, alors que de telles précisions auraient permis au Groupe de mieux apprécier et comprendre la situation. Les longues distances à parcourir par la route, de même que la méfiance avec laquelle les responsables des camps accueillaient une "première visite", ont ajouté aux difficultés. Les autorités n'étaient même pas disposées à informer le Groupe du nombre de prisonniers en se fondant sur leurs propres registres, et se sont montrées à la fois prudentes et circonspectes concernant la possibilité de laisser le Groupe prendre librement contact avec les détenus lorsqu'ils rentraient des champs en fin de journée. La transparence nécessaire pour que de telles visites se révèlent entièrement satisfaisantes a fait défaut. Pourtant, le Groupe a pu, en dépit d'obstacles évidents, interroger les détenus à loisir, dans de nombreux cas hors de la présence d'un représentant des pouvoirs publics. Le Groupe a noté que, dans le camp Z-30, le dernier dans lequel il se soit rendu, les autorités ont fait ressortir les aspects positifs de la vie pénitentiaire.

46. Les faits décrits ci-dessus n'ôtent rien à la signification historique de la visite, dont l'importance réside dans le désir du peuple vietnamien de se voir à travers les yeux d'autrui. A cela s'ajoutent l'abondance des renseignements recueillis et les échanges d'idées qui ont facilité la compréhension mutuelle. Les entretiens avec les détenus, qui constituaient l'objectif essentiel de la visite, se sont déroulés dans une atmosphère de franchise et sans ingérence.

47. Dans le camp Z-30 le choix des détenus à interviewer n'a pu être fait qu'à l'entrée des lieux de détention, un membre du Groupe restant posté près de la porte du bâtiment des "politiques" lors du retour des détenus, en fin de journée. Il est à noter que dans le camp A-5, le Groupe de travail n'a pas été confronté à ces difficultés; d'une part, la désignation des détenus a été faite par le Groupe de travail de manière aléatoire pour qu'il ne puisse pas être dit qu'il s'agissait de détenus présélectionnés; d'autre part, les entretiens ont eu lieu, compte tenu de l'heure, hors des bâtiments de détention, sur les lieux du travail agricole.

48. Pour le reste, la visite s'est passée sans contrainte : visite des bâtiments de détention pendant la journée (les détenus étant au travail), visite des locaux affectés aux services généraux (cuisines, entretien, infirmerie) ainsi que des prisonniers et malades qui y séjournaient. Dans tous les camps, les cellules disciplinaires d'isolement ont été montrées sans réticence. Elles paraissaient peu utilisées (au camp A-5, seulement pour les auteurs de rixes, selon la direction, cellules dans lesquelles le Groupe a constaté l'existence de chaînes pour les pieds) ou pas utilisées (au camp Z-30, les serrures des cadenas étant rouillées, les portes n'ont pu être que difficilement ouvertes). Interrogés sur l'utilisation peu fréquente de ces locaux d'isolement, les responsables des camps ont fait valoir que la discipline était essentiellement maintenue par la privation de certains avantages, tels que la suppression des visites, du courrier, ou l'octroi d'avantages divers, voire par l'autocritique publique; l'accroissement du rythme ou de la durée des visites en fonction de l'appréciation par les autorités du degré de rééducation. Selon les responsables de l'un des camps visités, cette appréciation reposerait sur les critères suivants :

Une bonne conduite en prison;

Recevoir un enseignement civique. Pour certains détenus interrogés, ce vocable d'enseignement civique recouvrirait plutôt des enseignements sur le Parti communiste et ses idéaux;

Ne pas tenter de s'évader;

Rapporter aux autorités des entorses au règlement commises par d'autres détenus, telles que des projets d'évasion ou de rébellion.

b) Le statut des centres de détention préventive

49. Chaque province est dotée d'au moins un centre uniquement destiné à la détention avant jugement. Alors que les camps de rééducation et de réhabilitation par le travail, affectés à la seule exécution des peines, relèvent de la compétence du Ministre de l'intérieur, les centres de détention préventive relèvent de celle des autorités provinciales. Les personnes détenues à ce titre sont placées sous la responsabilité du Parquet qui est habilité à faire des inspections. S'il constate qu'une personne a été mise en détention sans base légale, il doit ordonner sa mise en liberté immédiate. Le Groupe de travail n'est toutefois pas en mesure d'apprécier ce qu'il en est dans la pratique.

50. En effet, les autorités ont fait valoir que seuls les avocats (y compris, pour les étrangers, les consuls à partir du quatrième jour de la mise en détention) étaient autorisés à visiter les détenus préventifs. Ceci en application de l'ordonnance de 1992 sur le régime pénitentiaire qui exclut toute autre possibilité de visite, notamment des familles, afin d'éviter que des contacts extérieurs ne viennent nuire à l'enquête en facilitant des témoignages concertés ainsi que la dissimulation ou la disparition des preuves.

51. En application de cette réglementation, les autorités n'ont donc pas autorisé le Groupe de travail à visiter le centre de détention préventive de Chi Hoa, à Hô Chi Minh-Ville, au motif qu'une telle initiative, outre qu'elle irait à l'encontre des dispositions de l'ordonnance précitée de 1992, constituerait un précédent qui pourrait être invoqué dans d'autres circonstances. Elles ont cependant précisé qu'il était envisagé d'amender la réglementation afin de libéraliser le régime de visites, notamment en faveur des familles, dès lors que le contact avec l'extérieur ne serait plus susceptible de préjudicier à l'enquête.

52. Le centre Chi Hoa étant inclus sur la liste des lieux de détention à visiter, établie en coordination avec les autorités vietnamiennes avant la visite, le Groupe a proposé de se rendre dans ce centre. Se référant aux dispositions en vigueur qui interdisaient aux personnes faisant l'objet d'une enquête, de recevoir des visites, les autorités ont déclaré qu'en l'occurrence, elles ne souhaitent pas créer un précédent. Le Groupe de travail a précisé que sa visite n'était pas de nature à créer un précédent et a suggéré des moyens d'éviter une telle éventualité. La demande du Groupe n'ayant pas été agréée, celui-ci a exprimé ses profonds regrets devant l'attitude intransigeante des autorités et a exprimé l'espoir qu'une telle visite serait autorisée au cours d'une mission ultérieure, ce qui témoignerait de l'esprit de coopération des autorités vietnamiennes et de leurs efforts sincères visant à assurer la transparence nécessaire pour que des visites de ce type s'avèrent à la fois probantes et productives.

2. En ce qui concerne le contrôle de la légalité de la détention préventive

53. Tout processus d'amélioration doit prendre en considération les spécificités du système institutionnel à partir duquel il s'amorce. Parmi les plus importantes de ces spécificités, le Groupe de travail a retenu le particularisme du statut et l'importance du rôle du parquet. Jusqu'en 1960, le parquet - dénommé "Bureau du procureur" - dépendait du gouvernement. Depuis cette date, il relève de l'Assemblée nationale, ce qui, selon son président, lui confère indirectement une sorte de légitimité populaire. Il comprend trois niveaux hiérarchiques :

- i) Les parquets populaires de district;
- ii) Les parquets populaires provinciaux;
- iii) Le parquet populaire suprême.

54. L'Assemblée nationale élit en son sein le Président du parquet suprême, qui désigne le Vice-Président ainsi que les membres des parquets provinciaux. Les parquets sont désormais détachés, et donc indépendants, du Ministère de la justice en ce qui concerne la conduite des poursuites dont ils ont le monopole. Ce ministère a donc pour seules attributions la préparation des projets législatifs et réglementaires, la tutelle des juridictions provinciales et de district pour l'organisation judiciaire et le fonctionnement, ainsi que la formation des personnels judiciaires et la vulgarisation du droit auprès de la population.

55. Selon les interlocuteurs du Groupe de travail, il résulte de ce qui précède que les parquets étant indépendants, il est normal qu'ils aient en charge le contrôle de la légalité de la détention pendant toute la période qui va de l'arrestation à l'audience de jugement, moment auquel le prévenu est présenté pour la première fois à un juge.

56. Le Groupe de travail, se référant à l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques récemment ratifié par le Viet Nam, s'est alors interrogé sur la compatibilité du rôle du Parquet avec les principes concernant le contrôle de la légalité de la détention tels que fixés par les paragraphes 3 et 4 de l'article 9 précité :

"3. Tout individu arrêté ou détenu du chef d'une infraction pénale sera traduit dans le plus court délai devant un juge ou une autre autorité habilitée par la loi à exercer des fonctions judiciaires...

4. Quiconque se trouve privé de sa liberté par arrestation ou détention a le droit d'introduire un recours devant un tribunal afin que celui-ci statue sans délai sur la légalité de sa détention et ordonne sa libération si la détention est illégale."

57. Le Groupe de travail a considéré que pour réelles que soient les garanties d'indépendance dont bénéficie le Parquet populaire, elles n'étaient pas encore d'un niveau tel - malgré la réforme de 1960 - qu'elles puissent être désormais assimilées (théorie des garanties équivalentes) à celles qui caractérisent la fonction juridictionnelle, pour les raisons suivantes :

a) D'une part, les responsables du Parquet populaire ont certes insisté sur l'indépendance du Ministère public vis-à-vis du gouvernement en soulignant que le chef du Parquet suprême était un parlementaire élu par l'Assemblée nationale; mais pour fondée qu'elle soit, cette appréciation doit cependant être relativisée. La Constitution (dont l'article 4 prescrit : "le Parti communiste du Viet Nam, détachement d'avant-garde de la classe ouvrière, représentant fidèle des intérêts de la classe ouvrière, du peuple travailleur et de toute la nation, adepte du marxisme-léninisme et de la pensée Hô Chi Minh, est la force dirigeante de l'Etat et la société. Toutes les organisations du Parti fonctionnent dans le cadre de la Constitution et de la loi"), consacrant un système politique basé sur le principe du parti unique, le problème de l'indépendance, s'il ne se pose plus au regard de l'exécutif, se pose par rapport au parti au pouvoir.

b) D'autre part, l'absence d'inamovibilité, qui est l'un des attributs essentiels de l'indépendance des juges, doit être prise en considération.

c) Enfin, le recours dont bénéficie l'intéressé pendant la détention préventive ne pouvant être présenté que devant le Parquet populaire, il s'apparente plus à un recours gracieux à caractère hiérarchique qu'à un recours contentieux au sens de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, selon lequel "toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal compétent, indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera du bien-fondé de toute accusation en matière pénale, dirigée contre elle".

3. En ce qui concerne la qualification des crimes d'atteinte à la sécurité nationale

58. Pour des raisons sans doute liées à l'histoire récente, les qualifications pénales d'atteinte à la sécurité nationale, telle qu'elle résulte de l'article 73 du Code pénal ne distinguent pas selon qu'il a été fait ou non usage de la violence ou de l'appel à la violence. Le Groupe de travail observe que la rédaction actuelle de l'article 73 est si vague qu'elle peut conduire à sanctionner non seulement des personnes qui ont fait usage de la violence à des fins politiques, mais aussi d'autres personnes qui n'ont fait qu'exercer leur droit légitime à la liberté d'opinion ou d'expression. Pour fondée - ou à tout le moins explicable - qu'ait pu être cette assimilation de l'action politique pacifique à l'action violente dans un contexte d'état de guerre, elle devient en revanche de moins en moins compatible avec les nouvelles orientations définies par le gouvernement (voir Recommandations, par. 76).

59. Le processus amorcé suppose en effet que soient progressivement assouplies ou levées les restrictions apportées à l'exercice de certains droits essentiels reconnus par la Constitution vietnamienne, auxquels font référence les articles 18 (liberté de pensée, de conscience et de religion), 19 (liberté d'opinion et d'expression), 21 (droit de réunion pacifique) et 22 (droit d'association) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ratifié par le Viet Nam.

60. Le Groupe de travail rappelle que si les articles 18 à 22 précités prévoient que ces droits, pour essentiels qu'ils soient, peuvent être soumis à certaines restrictions, encore faut-il que ces restrictions ne soient pas telles qu'elles risquent, comme c'est le cas en l'état, de porter atteinte à la jouissance du droit lui-même (notion de restrictions admissibles).

4. En ce qui concerne la coopération juridique

61. Le Groupe de travail a constaté que la plupart - pour ne pas dire la quasi-totalité - des accords bilatéraux de coopération juridique, tous pays confondus, notamment en ce qui concerne les services consultatifs et l'assistance technique, sont guidés en raison des nouvelles orientations économiques, par l'adaptation du droit des affaires (code de commerce, code des sociétés, droit notarial) ou la formation des juristes dans ce domaine. En revanche, les initiatives en vue de moderniser le droit pénal, spécialement la procédure pénale, pour l'adapter aux évolutions politiques récentes, font particulièrement défaut. Il serait souhaitable et opportun que d'autres accords soient conclus en ce sens ou que des programmes soit mis en place à cet effet, dans un cadre multilatéral, avec le Centre pour les droits de l'homme.

5. En ce qui concerne l'exercice pacifique du droit à la liberté d'opinion, d'expression et d'association

62. C'est probablement dans ce domaine que le décalage est le plus grand entre les principes précités reconnus par les articles 69 et 70 de la nouvelle Constitution (liberté de parole, de la presse, d'information, de réunion, d'association, de manifestation pacifique, de religion) et leur mise en oeuvre

effective. On citera, à titre d'exemple, le cas de la récente loi sur la presse dont les avancées sont en partie compensées par le maintien de l'autorisation préalable de publication. De même, le développement de la vie associative est, dans les faits, insuffisamment lié au processus d'ouverture en cours.

IV. CONCLUSIONS

63. Le Groupe de travail a pris connaissance avec intérêt des nouvelles orientations inscrites depuis 1992 dans la nouvelle Constitution.

64. Il lui a cependant semblé qu'un écart grandissant était en train de se creuser entre la modernisation du système économique, qui est en plein essor, et le retard pris pour la traduction dans les faits des nouvelles orientations politiques données par la Constitution dans le domaine des libertés fondamentales.

65. A cet égard, le Groupe de travail est préoccupé par l'insuffisante levée des limitations auxquelles demeure soumise, en fait ou en droit, la liberté d'opinion sous toutes ses formes, individuelles ou collectives. La Commission se souviendra en effet qu'en application de ses méthodes de travail, le Groupe est amené à apprécier la relation pouvant exister entre la détention et l'exercice pacifique de la liberté d'opinion, d'expression, de réunion ou d'association. (Cas de détention répondant aux critères de la catégorie II, voir "Méthodes de travail", E/CN.4/1992/20, annexe I.)

66. D'un autre point de vue, le Groupe de travail souligne, ainsi que l'a déjà fait le Comité des droits de l'homme (A/45/40, par. 492), l'importance que revêt le développement de la vie associative; les associations, ajoute le Comité, jouent en effet un rôle de premier plan pour informer la population de ses droits.

67. Sur ce point, le Groupe de travail ne pense pas seulement aux organisations non gouvernementales de droits de l'homme, mais aussi à celles dont l'objet pourrait être d'aider les usagers ou les consommateurs à prendre conscience de leurs droits ou de sensibiliser l'opinion à la préservation de l'environnement.

68. Faute de tels contrepoids, l'essor de l'économie de marché risque de se retourner contre l'intérêt général.

69. En ce qui concerne la visite proprement dite, le Groupe estime indispensable, au regard de son mandat, de se rendre dans les centres de détention préventive dans la mesure où sa préoccupation principale porte sur la phase de la détention précédant le jugement. A l'expérience, la visite des seuls camps de rééducation, donc de personnes condamnées le plus souvent à de très longues peines, a créé un certain décalage puisque pour apprécier la légalité de la détention, la délégation était amenée à s'informer des conditions et circonstances dans lesquelles il avait été procédé à telle arrestation, telle mise en garde à vue ou détention préventive survenue de nombreuses années auparavant, parfois depuis plus de 10 ou 15 ans.

70. Autre constatation : les condamnés autres que de droit commun paraissent relever de deux catégories, on serait tenté de dire : de deux "générations":

a) D'une part, ceux condamnés à de très longues peines (l'un des détenus rencontrés en était à sa dix-septième année) pour des infractions liées aux séquelles de la chute de Saigon; ayant souvent organisé des actions de résistance armée clandestines, à l'instigation de leurs chefs militaires, il peut paraître paradoxale qu'ils soient encore détenus alors que leurs chefs semblent avoir été quasiment tous libérés depuis la mesure d'amnistie prise, en 1992, en faveur des officiers supérieurs de l'armée de l'ancien régime;

b) D'autre part, la deuxième "génération" composée plutôt d'opposants sans liens directs avec la période antérieure, condamnés, pour certains à juste titre, et pour d'autres en raison de l'ambiguïté de l'article 73 précité du Code pénal traitant des atteintes à la sécurité nationale sans distinguer selon que sont employés des moyens violents ou pacifiques.

71. De ce point de vue, l'article 73 du Code pénal paraît incompatible avec les articles 18, 19, 21 et 22 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

V. RECOMMANDATIONS

72. Tenant compte des observations, commentaires et conclusions qui précèdent, le Groupe de travail fait les recommandations suivantes :

A. A court terme

Transparence dans l'administration des établissements pénitentiaires

74. Priorité devrait être donnée à des mesures, en vigueur dans la plupart des pays, tendant à introduire une plus grande transparence dans l'administration des établissements pénitentiaires. Dans leur quasi-totalité, ces mesures ne paraissent pas même relever du domaine de la loi. Elles pourraient donc être prises rapidement.

75. Ne serait-ce que dans le cadre de sa participation et de ses contributions à des séminaires et réunions internationales de criminologie et de sciences pénales, une administration pénitentiaire modernisée doit être en mesure de fournir notamment une liste des lieux de détention (telle que celle qui figure en annexe au présent rapport) et des données statistiques pénitentiaires de base.

76. Toujours dans un souci de transparence, les familles, comme dans la plupart des pays, devraient se voir reconnaître un droit de visite dès lors que cette mesure n'est pas, ou n'est plus, de nature à nuire au bon déroulement de l'enquête.

Réforme de l'article 73 du Code pénal

77. En ce qui concerne la partie du Code pénal sur les délits contre la sécurité nationale et en particulier l'article 73, le Groupe de travail suggère sa modification afin que la conduite qui doit être sanctionnée soit parfaitement décrite, de façon à ce que l'on sache sans équivoque ce qui est interdit.

B. A moyen terme

Conventions internationales

78. Ratification des protocoles facultatifs du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Réforme du Code de la procédure pénale

79. A l'occasion de la réforme du Code de procédure pénale, étudier la possibilité d'instituer une procédure d'urgence et simplifiée (de type "recurso de amparo" ou "habeas corpus") portée devant un juge ou un tribunal et non plus devant le seul parquet, afin que le contrôle de la légalité de toutes les formes de privation de liberté, spécialement de la détention préventive, soit rendu conforme aux prescriptions de l'article 14 (1) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques concernant le droit qu'a toute personne à ce que sa cause soit entendue par un tribunal compétent, impartial et indépendant.

Liberté d'opinion

80. Assouplissement des limitations et restrictions relatives à l'exercice des droits reconnus notamment par les articles 69 et 70 de la nouvelle Constitution relatifs à la liberté d'opinion (liberté de parole, de la presse, de l'information, de réunion, d'association, de manifestation pacifique, de croyance et de religion).

C. Recommandations sur le suivi de la visite

Services consultatifs

81. Le Groupe de travail recommande que le Centre pour les droits de l'homme entre en rapport avec les autorités vietnamiennes compétentes pour examiner, en liaison avec le Groupe de travail, l'élaboration et la mise en oeuvre de programmes d'aide à la formation des magistrats et fonctionnaires chargés de l'application des lois. A cet effet, les membres du Groupe sont à la disposition du Centre pour participer à l'élaboration et la préparation de tels programmes.

Suivi de la visite

82. Afin d'être mieux à même de s'acquitter de son mandat à l'égard de la Commission, le Groupe de travail serait particulièrement sensible à la possibilité qui lui serait offerte d'effectuer une seconde visite au Viet Nam afin, d'une part, d'informer la Commission des développements survenus depuis la préparation du présent rapport, et d'autre part, de visiter les centres de détention préventive, compte tenu de l'importance attachée par la Commission à cet aspect du mandat du Groupe de travail.

83. Indépendamment des recommandations qui précèdent, le Groupe de travail aimerait informer la Commission de l'initiative qu'il a prise à l'occasion de sa visite : 1995 marquera la commémoration du vingtième anniversaire de la Réunification. Sensible à la portée symbolique de cet événement, le Groupe de travail s'est adressé au gouvernement par l'intermédiaire du Ministre de la justice, pour qu'à l'occasion des cérémonies qui seront organisées pour commémorer cet événement, les personnes encore détenues dans les camps pour des infractions en rapport avec la période antérieure soient amnistiées. Selon l'opinion du Groupe de travail, cette mesure de clémence serait de nature à faciliter la promotion de la réconciliation nationale souhaitée par le gouvernement.

Annexe

LISTE DES LIEUX DE DETENTION */

Camps de rééducation par le travail

- 1 AN DIEN (ou DIEM)
- 2 HAM TAN - (Z-30.C)
- 3 HAM TAN - (Z-30.D)
- 4 PHAM DANG LUU (HCMC)
- 5 PHY YEN (A-10)
- 6 PHY YEN (Z-20)
- 7 PHY YEN (Z-30)
- 8 TIEN LANH
- 9 XUAN LOC (Z-30.A)
- 10 XUAN LOC (KB) OU (K4)
- 11 XUAN PHUOC (A-20)
- 12 XUAN PHUOC (A-30)
- 13 XUYEN MOC

Prisons et autres centres de détention

- 14 BACH DANG (S-0-3) (HCMU)
- 15 BAN ME THUOT
- 16 BIEN HOA (B-5)
- 17 BINH DIEN (1)
- 18 CAY GIA (ou GUA), CA MAU
- 19 CHI HOA (HCMV) (28-F)
- 20 CHUONG THIEN
- 21 CUNG SON
- 22 DAI BINH
- 23 DALAT
- 24 DONG TAP
- 25 DONG XUAN
- 26 GIA TRUNG
- 27 HAIPHONG

- 28 HA NOL
- 29 HO CHI MINH-VILLE (B-34) (HCMV)
- 30 HO CHI MINH-VILLE (T-82) (HCMV)
- 31 HOA LO (HANOI)
- 32 KHAM LON (ou CA MAU CAN THO)
- 33 KHE SANG (C-13)
- 34 KIEN IANG
- 35 KINH 5 (CHUONG THIEN)
- 36 LAMPONG
- 37 LONG AN
- 38 LONG KHANH (K-4)
- 39 LONG KHANH (A-20)
- 40 LONG THANH
- 41 MY THO (TIEN GIANG)
- 42 NGHIA (ou NGIA) KY
- 43 NHON H. LAP
- 44 PHAN DANG LUU (HCMV)
- 45 PLELBONG (T-15)
- 46 PLELKU (T-20)
- 47 QUANG NGAI
- 48 QUI/NHON
- 49 SON TINH
- 50 SUOI MAU (B-7)
- 51 THAN HOA
- 52 TON DUC (3-C) (HCMV)
- 53 TONG LE CHAN-SONG BE
- 54 TRUNG DOAN (12) (HCMV)
- 55 U MINH K GIANG
- 56 VUNG TAU

*/ Non officielle, établie par le Groupe de travail à partir des données dont dispose le Centre pour les droits de l'homme.